

ÉDITORIAL



ÉDITORIAL

Responsabilité dans la lutte contre la faim

Par Olivier De Schutter, Rapporteur Spécial des Nations Unies pour le Droit à l'Alimentation

Les chiffres les plus récents au sujet de la faim et de la malnutrition dans le monde sont alarmants. Plus d'un milliard de personnes souffrent de la faim. Au moins le double manquent des micro-nutriments essentiels pour mener une vie saine et active. Les insuffisances en fer, en vitamine A, et en zinc font toujours partie des dix causes principales de maladies entraînant un décès dans les pays en voie de développement. Dans ces pays, un nouveau né sur trois présente des signes de retard de croissance.

Cette calamité est un scandale, car elle n'est pas inévitable. Naturellement, le changement climatique représente une menace importante et déjà il affecte la sécurité alimentaire dans de nombreuses régions en raison des précipitations de plus en plus imprévisibles et d'une multiplication des sécheresses et des inondations, comme celles qui ont récemment affectées l'Inde, l'Amérique centrale ou l'Afrique de l'Est. Mais le défi de produire suffisamment pour nourrir la planète est l'un de ceux que nous avons relevé: par exemple, cette année les récoltes de céréales ont presque modestement atteint les niveaux records de 2008 où 2 287 millions de tonnes avaient été produites. C'est amplement suffisant pour nourrir le monde, bien que nous devions repenser à l'avenir certains modes de consommation insoutenables qui menacent notre fond de ressources naturelles.

Mais la faim n'est pas juste un problème technique. Elle est profondément politique. C'est le résultat de politiques qui ont creusé les inégalités aussi bien à l'intérieur d'un pays qu'entre les pays. N'ayant pas été soutenue par des services et des investissements adéquats et en raison de règles commerciales injustes, l'agriculture est devenue inabordable pour les paysans les plus pauvres vivant dans des zones marginales. Il en résulte un exode rural massif et une croissance exponentielle des bidonvilles dans de grandes villes. Le pouvoir d'achat de larges pans de la population est maintenant insuffisant pour acheter la nourriture disponible sur les marchés. Ils ont faim parce qu'ils sont pauvres, et ils sont pauvres parce qu'ils n'ont pas le poids politique pour provoquer un véritable changement: ils ne comptent pas.

La responsabilité est, donc, un élément clé pour résoudre le problème de la faim et de la malnutrition. Elle doit être perçue comme triangulaire: les gouvernements doivent être responsables vis-à-vis des besoins de leurs populations et la responsabilité mutuelle devrait être renforcée entre les gouvernements donateurs et leurs partenaires. La responsabilité devrait être accrue au niveau national, pour s'assurer que les efforts des gouvernements soient bien ciblés et que des politiques excluant les pauvres soient corrigées. Enfin, la responsabilité devrait être améliorée au niveau international, pour s'assurer que nous accomplissons des progrès vers un système économique international, et un système d'aide extérieure susceptible de soutenir les efforts nationaux.

Dans le cadre des discussions du Comité sur la sécurité alimentaire mondiale (CFS), j'ai fait des propositions pour renforcer la responsabilité. J'ai proposé que chaque Etat mette en place, au niveau national, une stratégie pour la mise en oeuvre des grandes orientations adoptées à intervalles réguliers par le Comité de Sécurité Alimentaire (CSA), fixant des objectifs précis avec des indicateurs associés pour mesurer les progrès et définir les délais dans lesquels ces objectifs doivent être atteints.

Ces objectifs ne doivent pas nécessairement porter sur l'ensemble des lignes directrices adoptées par le CSA, puisque toutes les directives ne seront pas adaptées à la situation de tous les Etats. Ils doivent être réalistes, c.-à-d., réalisables dans un temps imparti. Mais ces objectifs doivent également être suffisamment ambitieux et, parce qu'ils seront le résultat d'un processus participatif au niveau national, ils renforceront la responsabilité des gouvernements. Les stratégies à leur tour devront faciliter un dialogue au niveau international, au sein du CSA, sur ce qui marche et sur ce qui ne marche pas. Cette discussion devrait également permettre une identification des obstacles rencontrés par chaque Etat dans la réalisation du droit à l'alimentation: elle devrait donc également guider les efforts de la communauté internationale pour aider les Etats à réaliser les objectifs qu'ils se fixent.

Dans quel but? Les approches actuelles ont échoué, en grande partie en raison de l'absence de responsabilisation et de suivi des engagements solennels pris sommet après sommet. Nous avons maintenant une chance historique de modifier le système de la gouvernance mondiale, afin de s'assurer que cette tendance est renversée. Si nous ne saisissons pas ce moment, nous serons sévèrement jugés par ceux qui nous succéderont : la génération qui héritera du monde que nous façonnons ne nous comprendra tout simplement pas. Cela sera pour nous une source d'embarras et de honte, pour les plus pauvres, cela signifiera encore plus de vies gâchées et de décès évitables d'enfants qui ne demandaient qu'à vivre.

Olivier De Schutter est rapporteur spécial de l'ONU du droit à la nourriture depuis le 1er mai 2008.